

ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

SIXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DES
DIRECTEURS DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORESTERIE
(Apia, Samoa, 1–2 octobre 2019)

PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

(Document présenté par le Secrétariat)

Objet

1. Proposition, par l'instance regroupant l'Association océanienne des organisations non gouvernementales (PIANGO), la Fédération des groupements d'agriculteurs du Pacifique (PIFON), la Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce équitable (POETCom) et l'Organisation du secteur privé océanien (PIPSO), de mise sur pied d'un mécanisme de la société civile destiné à établir un dialogue avec les directeurs de l'agriculture et de la foresterie, afin de faire entendre la voix et les préoccupations des agriculteurs.

Contexte

2. Un réseau d'organisations océaniques de la société civile a contacté la Division ressources terrestres afin de mettre en place un mécanisme facilitant un dialogue plus formel avec les directeurs de l'agriculture et de la foresterie.
3. Ces organisations régionales sont l'Association océanienne des organisations non gouvernementales (PIANGO), la Fédération des groupements d'agriculteurs du Pacifique (PIFON), la Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce équitable (POETCom) et l'Organisation du secteur privé océanien (PIPSO). Elles représentent de vastes groupes nationaux d'acteurs des secteurs de l'agriculture, de la foresterie, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, du développement économique et social ou encore de l'environnement.
4. Les organisations régionales de la société civile se sont réunies en amont de la 34^e Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, organisée à Nadi en 2018, afin d'évoquer le renforcement de leur présence dans l'espace public afin que les petits exploitants forestiers et agricoles puissent mieux faire entendre leur voix, et que leurs priorités et leurs préoccupations soient prises en compte dans la formulation des priorités et des politiques aux échelons national et régional.
5. Elles citent plus précisément le mécanisme de la société civile¹ au Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) comme un modèle potentiel pour l'Océanie.

¹ Jusqu'en 2011, l'Océanie était représentée au sein de ce mécanisme par l'intermédiaire des représentants des organisations australiennes de la société civile. Les représentants de la POETCom et d'IFOAM Organics International ont fait pression pour que la région dispose d'une représentation distincte. Ces pressions ont abouti et, de 2012 à 2018, la région a été représentée par la POETCom, avec l'accord des autres organisations régionales de la société civile. Depuis, à la suite d'une convention passée avec ces dernières, ce rôle est dévolu à la PIANGO, le mandat de la POETCom étant arrivé à son terme. Pour les organisations régionales de la société civile, ce rôle est essentiel, car l'expérience des sept

6. Le CSA constitue la principale instance internationale et intergouvernementale rassemblant tous les acteurs, afin qu'ils œuvrent ensemble à la sécurité alimentaire et à la nutrition pour tous. Il est placé sous la houlette de l'Assemblée générale des Nations Unies, par l'intermédiaire du Conseil économique et social (ECOSOC) et de la Conférence de la FAO. Le Conseil adopte une démarche inclusive, regroupant toutes les parties prenantes, pour mettre au point et adopter des recommandations et des conseils stratégiques sur une vaste gamme de sujets relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Recommandation

7. Attendu que :
- a. les organisations de la société civile jouent un rôle déterminant dans la réalisation des objectifs de développement de la région, et notamment des aspirations des petits exploitants, des producteurs et des consommateurs ;
 - b. il est essentiel que les petits exploitants et producteurs familiaux puissent se faire entendre lors des consultations et de l'élaboration des politiques ; et
 - c. la Conférence régionale des directeurs de l'agriculture et de la foresterie fournit un cadre régional de gouvernance intergouvernementale pour des activités communes de planification et d'évaluation ;
 - d. il est recommandé d'inviter les directeurs de l'agriculture et de la foresterie à :
 - i. reconnaître et noter les raisons pour lesquelles la Division ressources terrestres recommande l'attribution du statut d'observateur au mécanisme de représentation de la société civile ; et
 - ii. fournir aux représentants de la société civile des possibilités bien définies de formuler des commentaires sur la visée stratégique des directeurs de l'agriculture et de la foresterie ainsi que ses effets pour les petits producteurs et exploitants.

dernières années a montré que les gouvernements océaniques ne sont généralement pas présents au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et que les représentants de la société civile sont bien souvent les seuls à faire entendre la voix du Pacifique lors des délibérations.

Annexe 1

Directives opérationnelles applicables au mécanisme de la société civile

Planification

- Au cours de l'année de la Conférence des directeurs de l'agriculture et de la foresterie, l'instance regroupant les organisations de la société civile organise un forum, ouvert à tous les participants intéressés issus de la société civile. Ce forum permet aux organisations de débattre, de consolider, de formuler et d'affiner leur position, qui sera diffusée auprès des directeurs. Le forum constitue un espace d'évaluation des processus passés, de consolidation des positions actuelles et de définition des principaux obstacles et étapes pour l'avenir.
- Il peut se tenir en même temps que d'autres consultations des organisations de la société civile, voire virtuellement si nécessaire.
- Les participants au forum du mécanisme de la société civile choisissent un représentant, qui s'exprime en leur nom lors de la Conférence des directeurs de l'agriculture et de la foresterie.
- La Communauté du Pacifique n'est pas responsable du financement ou de l'organisation du forum du mécanisme de la société civile, qui incombent aux organisations de la société civile de la région.

Participation des organisations de la société civile à la Conférence des directeurs de l'agriculture et de la foresterie

- Un représentant de chaque membre du mécanisme de la société civile peut assister, en qualité d'observateur, à la Conférence des directeurs de l'agriculture et de la foresterie.
- Le représentant choisi a la possibilité de s'exprimer pendant 5 minutes devant les participants à la Conférence sur les conclusions et les priorités formulées lors du forum.
- Le représentant du mécanisme de la société civile a la possibilité de commenter brièvement (2 minutes) les principaux éléments mis à l'ordre du jour. Les points de l'ordre du jour que le mécanisme de la société civile peut commenter sont fournis à l'instance dirigeante de ce dernier en amont de la Conférence, afin qu'une position commune puisse être mise au point.
- Les directeurs de l'agriculture et de la foresterie se réservent le droit d'exclure les observateurs des discussions de certains points à l'ordre du jour.
- Le financement de la participation des représentants de la société civile et des observateurs est à la charge des organisations de la société civile concernées.
- Le mécanisme de la société civile prendra forme lors de l'édition 2021 de la Conférence des directeurs de l'agriculture et de la foresterie.